

DELIBERATION CFVU118-2017

**Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L.123-1 à L.123-9, L.712-6-1 et L.719-7 ;
Vu le décret 71-871 du 25 octobre 1971 portant création de l'Université d'Angers ;
Vu les statuts et règlements de l'Université d'Angers ;**

Vu les convocations envoyées aux membres du Commission de la Formation et de la Vie Universitaire le 30 novembre 2017.

Objet de la délibération : convention Faculté Lettres, Langues et Sciences Humaines / Le Mans Université

La commission de la formation et de la vie universitaire réunie le 13 décembre 2017 en formation plénière, le quorum étant atteint, arrête :

La convention de co-accréditation relative au Master Arts, lettres et civilisations est approuvée.

Cette décision est adoptée à l'unanimité avec 22 voix pour.

A Angers, le 14 décembre 2017

La Vice-présidente FVU

Sabine MALLET



La présente décision est exécutoire immédiatement ou après transmission au Rectorat si elle revêt un caractère réglementaire. Elle pourra faire l'objet d'un recours administratif préalable auprès du Président de l'Université dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa transmission au Rectorat suivant qu'il s'agisse ou non d'une décision à caractère réglementaire. Conformément aux articles R421-1 et R421-2 du code de justice administrative, en cas de refus ou du rejet implicite consécutif au silence de ce dernier durant deux mois, ladite décision pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans le délai de deux mois. Passé ce délai, elle sera reconnue définitive.

Affiché et mis en ligne le : 22 décembre 2017

CONVENTION DE CO-ACCREDITATION
Pour la délivrance du diplôme de Master

PLAN

Préambule

Titre 1 – Objet de la convention et périmètre de la co-accréditation

Article 1 : Objet de la convention

Article 2 : Périmètre de la co-accréditation

Article 3 : Organisation et gestion des enseignements

Titre 2 - Pilotage de la formation

Article 4 : Le conseil de perfectionnement de la mention

Article 5 : Le comité de pilotage

Article 6 : Le responsable de mention

Article 7 : Les responsables de parcours

Titre 3 – Modalités de fonctionnement relatives à la scolarité des usagers

Article 8 : modalités d'admission des usagers

Article 9 : Inscription des usagers

Article 10 : Droits et devoirs des usagers

Article 11 : Accès au système d'information et aux services usagers

Titre 4 : Diplomation

Article 12 : Les jurys

Article 13 : Délivrance du diplôme

Titre 5 – Dispositions financières

Article 14 : Gestion des moyens

Titre 6 : Communication, publicité

Article 15 : Communication interne à la formation

Article 16 : Communication et publicité

Titre 7 : Durée, modification et dénonciation de la convention ; règlements des différends

Article 17 : Durée de la convention

Article 18 : Modification de la convention

Article 19 : Dénonciation de la convention

Article 20 : Règlement des différends

Article 21 : Intégralité de la convention

CONVENTION DE CO-ACCREDITATION
Pour la délivrance du diplôme de Master
mention «Arts, Lettres et Civilisations»
du domaine «Arts Lettres et Langues»,
accrédité par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
pour la période 2017-2021

Entre

Le Mans Université
Dont le siège est Avenue Olivier Messiaen, 72085 Le Mans
Représenté par son Président, Monsieur Rachid El Guerjouma
Ci-après désignée par « LMU »

Et

L'Université d'Angers
Dont le siège se situe : 40 rue de Rennes - BP 73532 – 49 035 Angers Cedex
Représentée par son Président, Monsieur Christian ROBLEDO
Ci-après désigné par « UA »

Ci-après dénommé(es) ensemble les « établissements partenaires »,

VU le code l'éducation, notamment les articles L. 613-1, D. 613-1, D. 613-6 et D. 613-7 ;
VU l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master ;
VU l'arrêté d'accréditation de l'Université d'Angers en date du 17 juillet 2017
VU l'arrêté d'accréditation de Le Mans Université en date du 3 juillet 2017

...

VU la délibération du conseil d'administration de l'Université d'Angers relative à l'offre de formation 2017/2021, en date du 6 octobre 2016

VU la délibération du conseil d'administration de Le Mans Université relative à l'offre de formation 2017/2021, en date du 29 septembre 2016

...

Préambule

L'Université Bretagne Loire, à laquelle a été confiée de par la loi la coordination de l'offre de formation, porte l'ambition de devenir un réseau d'intelligence collective reconnu pour l'excellence de ses formations et un espace de vie étudiante cohérent et dynamique.

Cette coordination de l'offre de formation, initiale et continue, basée sur l'élaboration d'une cartographie lisible, pertinente, dynamique et concertée, repose sur la mise en place d'espaces de discussion et de concertation avec l'ensemble des établissements membres de l'UBL pour le suivi et l'évolution de l'offre de formation.

C'est dans cet esprit de concertation que des collèges de mentions de master (espaces de dialogue et de partage) seront mis en place pour concevoir l'offre à venir, respectueuse des établissements et en prise avec les territoires. Il s'agit donc d'inciter, à l'échelle du territoire de l'UBL, aux partages d'expériences, à la mutualisation et à la convergence des pratiques en termes de formation.

Cette convergence se traduit dans ce modèle générique de convention proposé par l'Université Bretagne Loire, dans le but de faciliter et d'uniformiser les relations entre les établissements partenaires des formations qui relèvent de son offre générale de formation.

Cette offre s'inscrit dans le cadre de la campagne d'accréditation 2017-2021 des diplômes nationaux de l'enseignement supérieur (arrêté du 22 janvier 2014 fixant les modalités d'accréditation des établissements d'enseignement supérieur) et dans le cadre national des formations (arrêté du 22 janvier 2014). Ce dernier précise que « *la mention est le niveau de référence pour la définition des contenus de la formation et l'organisation pédagogique* » et que « *la formation est organisée au sein de chaque mention sous la forme de parcours types de formation initiale et continue formant des ensembles cohérents d'unités d'enseignement et organisant des progressions pédagogiques adaptées, au regard des finalités du diplôme* ».

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

Titre 1 – Objet de la convention et périmètre de la co-accréditation

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de la mise en œuvre de la co-accréditation entre les partenaires ci-dessus désignés pour délivrer le diplôme de Master Mention Arts, Lettres et Civilisations (domaine « Arts, Lettres et Langues »)

Article 2 : Périmètre de la co-accréditation

Le contexte, les objectifs et les modalités générales de la formation, qui fait l'objet de la présente convention et qui a été accréditée par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, sont décrits notamment dans la fiche « Architecture de l'Offre de Formation », dite fiche AOF et jointe en annexe 1 de la présente convention.

La formation de master dans le domaine « Arts, Lettres et Langues » et la mention « Arts, Lettres et Civilisations » comporte les parcours type suivants :

- Parcours 1 : « Etudes culturelles internationales » (ECI, M1 et M2) – (LMU),
- Parcours 2 « Littérature pour la jeunesse » (Lije, M1 et M2) (LMU)
- Parcours 3 : « Littératures, Langues, Patrimoines et Civilisations » (LLPC, M1 et M2) – (UA),

Il est également précisé que les Facultés Libres de l'Ouest (FLO-UCO) portent un parcours intitulé « Études des communautés linguistiques et culturelles étrangères » (ECLICE, M1 et M2). Cette formation fait l'objet d'une convention spécifique entre l'UA et les FLO-UCO.

Tout ajout ou suppression de parcours de la mention accréditée impliquera la concertation et la validation de tous les signataires de la convention par voie d'avenant.

Article 3 : Organisation et gestion des enseignements

La description des parcours, les publics accueillis dans chacun d'entre eux, la répartition des enseignements en termes d'UE assurés par chaque établissement, les lieux où ils sont assurés par chacun des partenaires sont précisés en annexe 2 de la présente convention.

Titre 2 – Pilotage de la formation

Le fonctionnement de la mention est organisé sur la base :

- d'une équipe pédagogique ;
- d'un conseil de perfectionnement ;
- d'un comité de pilotage.

Article 4 : Le conseil de perfectionnement de la mention

Il est constitué du responsable de la mention, des responsables de parcours et de personnes issues des milieux socio-professionnels concernés par la formation, d'étudiants et d'enseignants de la mention. Ce conseil est susceptible d'être appuyé par des commissions de parcours.

La liste des membres du conseil est établie par le responsable de la mention assisté des responsables de parcours. Elle est soumise aux établissements partenaires qui la valident. Le président du conseil de perfectionnement est élu en son sein pour la durée de la convention. En cas de démission, une nouvelle élection a lieu.

Le conseil de perfectionnement, conformément à l'accréditation, est installé pour la mention. Il favorise le dialogue entre l'équipe pédagogique, les étudiants et les représentants du monde socioprofessionnel. Il éclaire les objectifs de la formation, contribue à en faire évoluer

les contenus ainsi que les méthodes d'enseignement, afin de faciliter l'appropriation des connaissances et des compétences et de permettre d'en améliorer la qualité.

Il se réunit au moins une fois par an, particulièrement pour analyser le bilan de l'année universitaire écoulée, et rédige un compte rendu transmis aux établissements.

Article 5 : Le comité de pilotage

Le comité de pilotage comprend le responsable de mention, qui l'anime, et les responsables de parcours de la formation.

Le comité de pilotage a pour mission la coordination fonctionnelle des ressources et des services support impliqués par la formation dans les établissements partenaires. Le comité de pilotage est chargé :

- de veiller à la cohérence des modalités d'admission des usagers ;
- de coordonner l'utilisation des moyens spécifiques alloués à la formation par les établissements partenaires et de veiller à leur mutualisation ;
- de veiller à la cohérence des tarifs d'inscription hors formation initiale ;
- d'harmoniser les modalités de contrôle des connaissances et des aptitudes ;
- de s'assurer de l'égalité de traitement (accès à l'information...) pour tous les usagers.

Il se réunit au moins une fois par semestre. Ses relevés de conclusion sont soumis aux établissements.

Article 6 : Le responsable de mention

Les établissements partenaires nomment un responsable de mention, sur proposition de l'équipe pédagogique. Le responsable de mention doit être membre d'un établissement mettant en œuvre tout ou partie de la formation concernée. En cas de révocation, celle-ci est validée conjointement par les établissements partenaires.

Il anime le comité de pilotage et est le correspondant de l'ensemble de la formation auprès des chefs des établissements partenaires.

Article 7 : Les responsables de parcours

Les établissements concernés nomment un responsable par parcours, sur proposition de l'équipe pédagogique dudit parcours. Il est l'interlocuteur privilégié du responsable de mention et est chargé notamment de :

- L'animation de l'équipe pédagogique du parcours ;
- L'organisation pédagogique du parcours ;
- La préparation du budget de fonctionnement du parcours et de son suivi ;

- La réalisation des évaluations des enseignements ;
- La transmission des informations au responsable de mention (effectifs, notes...).

En cas de changement de responsable de parcours, les établissements concernés, après consultation du département et/ou de l'UFR, en avisent le responsable de mention.

Titre 3 – Modalités de fonctionnement relatives à la scolarité des usagers

Article 8 : modalités d'admission des usagers

Une commission d'admission des usagers est établie par établissement ou par groupes d'établissements dans le cas de formations partagées.

Le comité de pilotage veille à la cohérence des modalités et des pratiques d'admission au sein de la mention.

Article 9 : Inscription des usagers

Chaque établissement co-accrédité a vocation à inscrire les usagers.

Les modalités d'inscription administrative (valant perception des droits de scolarité fixés annuellement par arrêté ministériel) sont les suivantes :

- Répartition des inscriptions des usagers entre les établissements co-accrédités, selon la répartition :
 - Parcours « Etudes Culturelles Internationales » (ECI, M1 et M2) : LMU
 - Parcours « Littérature pour la jeunesse » (Lije, M1 et M2) : LMU
 - Parcours « Littératures, Langues, Patrimoines et Civilisations » (LLPC, M1 et M2) : UA

Les usagers qui doivent, pour les seules nécessités de la présente formation, suivre des enseignements dans plusieurs établissements partenaires, sont inscrits dans un des établissements à titre principal (lieu de l'inscription administrative) et dans le ou les autres à titre secondaire et ce, sans frais supplémentaires.

Article 10 : Droits et devoirs des usagers

Pour les situations liées aux publics spécifiques, l'information relative aux aménagements nécessaires, décidés dans l'établissement où est inscrit administrativement l'utilisateur, est transmise à tous les établissements où est inscrit pédagogiquement l'utilisateur.

Les usagers se conforment au règlement intérieur et/ou règlement des études, y compris le règlement des examens, des établissements dans lequel ils se rendent physiquement pour leur formation. Les usagers sont informés, au plus tard dans le premier mois de la formation, du règlement des examens qui est appliqué à leur formation. Les usagers relèvent de la commission de discipline de l'établissement d'inscription principale, y compris lorsque les faits se sont produits dans un autre établissement. Dans ce cas, une coopération entre établissements est mise en œuvre.

Article 11 : Accès au système d'information et aux services usagers

11-1 : Système d'information

Chaque établissement partenaire de la co-accréditation autorise, suivant les règles qui lui sont propres, l'accès des usagers à son système d'information, de façon à garantir une égalité dans la diffusion de la documentation pédagogique, aux informations de gestion et d'organisation de la formation et aux ressources documentaires numériques de la formation.

11-2 : Accès aux services pour les usagers

Les services de médecine préventive, du SUIO-IP, des SCD..., sous réserve d'éventuels accords existants entre établissements, sont accessibles aux usagers de la formation.

L'accès aux activités sportives est du ressort de chaque SUAPS ou service des sports quand ils existent, et entraîne la perception éventuelle d'une somme correspondant à l'inscription aux activités sportives telle que définie par le CA de l'établissement concerné.

Titre 4 – Diplomation

Article 12 : Les jurys

Tous les ans, il est constitué deux jurys :

- un jury de M1 commun à tous les parcours ;
- un jury de M2 et de diplôme commun à tous les parcours de la mention.

Une commission ad hoc peut être constituée par parcours de M1 et/ou de M2 ; son rôle est de préparer les délibérations du jury.

La composition des jurys est arrêtée annuellement par les Etablissements partenaires. Chaque jury comprend au moins un membre issu de chacun des établissements co-accrédités.

Article 13 : Délivrance du diplôme

Le diplôme est établi sous le sceau de l'établissement d'inscription administrative de l'utilisateur et signé par le chef de cet établissement. Le modèle de diplôme est conforme aux dispositions édictées par la circulaire du ministère de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, relative à la délivrance des diplômes nationaux. Il comporte l'indication des établissements co-accrédités et leur logo. Pour les partenaires ne relevant

pas du statut et des prérogatives des EPSCP la convention précise si la mention du partenaire est indiquée après les visas et si le logo du partenaire figure sur le parchemin.

L'établissement délivrant le diplôme accompagne celui-ci du supplément au diplôme, prévu à l'article D. 123-13 du code de l'éducation.

Titre 5 – Dispositions financières

Article 14 : Gestion des moyens

La prise en charge de chaque enseignement entre les partenaires, les volumes horaires assurés par chacun ainsi que l'équilibre global des apports de toutes natures de chacun sont définis en annexe 3.

Un budget prévisionnel est établi chaque année précisant les volumes horaires, les frais spécifiques de fonctionnement et leur prise en charge.

Un bilan financier de la formation est effectué chaque année et transmis aux établissements.

Titre 6 – Communication, publicité

Article 15 : Communication interne à la formation

Les partenaires s'engagent à s'échanger les informations relatives à la formation susmentionnée et nécessaires à la conduite de leurs activités et à l'édition de leur rapport d'activités (cf. article 5).

Article 16 : Communication et publicité

Les partenaires s'engagent à faire figurer sur toutes leurs communications concernant cette formation la mention du partenariat, et utilisent, après information préalable, leurs logos respectifs dans le respect des chartes graphiques de chacun (cf. article 5).

Titre 7 - Durée, modification et dénonciation de la convention ; règlements des différends

Article 17 : Durée de la convention

La présente convention est conclue à compter du 1^{er} septembre 2017, pour la durée de l'accréditation.

Article 18 : Modification de la convention

Les établissements partenaires se réservent le droit de modifier la présente convention par avenant, dans le respect de son objet et de son équilibre général. Celui-ci ne peut entrer en vigueur s'il n'a pas été signé par tous les partenaires.

Article 19 : Dénonciation de la convention

Les parties sont libres de dénoncer la présente convention moyennant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception avant le 1er juin aux établissements partenaires, pour une résiliation effective à la rentrée universitaire suivante.

Article 20 : Règlement des différends

Si des difficultés surviennent à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable. En cas de désaccord persistant, le tribunal administratif de Nantes sera seul compétent.

Article 21 : Intégralité de la convention

Les annexes listées ci-dessous sont parties intégrantes de la présente convention.

- Annexe 1 : Fiche AOF ;
- Annexe 2 : Descriptif de la formation ;
- Annexe 3 : Dispositions financières

Annexe 1 – Fiche AOF

Annexe 2 – Descriptif de la formation

La description des parcours, les publics accueillis dans chacun d'entre eux, la répartition des enseignements en termes d'UE assurés par chaque établissement, les lieux où ils sont assurés, les lieux d'inscription des usagers (inscription principale et secondaire), les éléments budgétaires.

Le master mention Arts Lettres et Civilisations comporte 4 parcours-types :

« Etudes culturelles internationales » (ECI, M1 et M2) – Le Mans Université (LMU),

« Littérature pour la jeunesse » (Lije, M1 et M2) – Le Mans Université (LMU),

« Littératures, langues, patrimoines et civilisations » (LLPC, M1 et M2) – université d'Angers (UA),

S'y ajoute un parcours aux Facultés Libres de l'Ouest (UCO, Angers) : « Etudes des communautés linguistiques et culturelles étrangères » (ECLICE, M1 et M2),

Le master est organisé autour d'un Tronc Commun en M1 (18 ECTS sur 60)

L'objectif du master est de préparer les étudiant.e.s aux métiers de l'enseignement supérieur et de la recherche ; aux métiers de la culture, de la communication et de la médiation, en particulier dans un contexte international de plus en plus important, par l'acquisition de connaissances et de compétences professionnelles dans le champ des études en lettres et langues.

Le parcours ECI a pour objectifs pédagogiques de développer des connaissances de dimension internationale et interculturelle, d'apprendre à raisonner de manière interdisciplinaire, de préparer aux études doctorales, aux métiers de l'enseignement et de la recherche, et aux métiers orientés vers l'interculturalité.

Les débouchés principaux sont le doctorat, les métiers de l'enseignement supérieur et de la recherche en lettres et langues, les médiations culturelles, interculturelle et transnationale ; l'animation et l'administration dans le secteur de la culture (institutions, associations, organismes internationaux...), les métiers de la documentation et de la communication et le journalisme culturel.

Les enseignements obligatoires du parcours ECI comportent le tronc commun de la mention ALC (en M1) : Méthodologie de recherche, langues,

« Théories du sujet et transferts culturels aux XXe et XXIe siècles en Europe et dans le monde », « Étude du personnage », titre du séminaire du TC à Angers ?), et les modules suivants (M1 et M2) : « Usages pédagogiques et culturels du numérique », « Cultures littéraires et visuelles », « Civilisations européenne et américaine / échanges transatlantiques », « Langues et sociétés » et « Cultural studies » (enseignement dispensé en anglais). S'y ajoute au S1 le module interdisciplinaire « Questions européennes et internationales », mutualisé avec les universités de Nantes et d'Angers et porté par l'Institut

d'Études Européennes et Globales Alliance Europa (GIS RFI Pays de la Loire, piloté par l'Université de Nantes).

L'ensemble des enseignements obligatoires porte sur 50% environ des enseignements. Les autres enseignements se répartissent en 4 options selon la langue de spécialité (Allemand, Anglais, Espagnol, Lettres) ; déclinés en « Civilisation », « Linguistique » et « Littérature », ils abordent une thématique en lien avec les axes du laboratoire 3L.AM. Les enseignements des options Allemand et Espagnol sont mutualisés avec le parcours LLPC de l'UA.

Des professionnels de la recherche, de la documentation et de différents secteurs des métiers de la culture interviennent dans la formation au M2.

A l'issue de la formation, les étudiant.e.s doivent avoir réalisé un mémoire de recherche, un séjour d'études à l'étranger, un stage assorti d'un rapport. Au bout du semestre 4, les étudiant.e.s doivent présenter leur parcours et synthétiser les apprentissages dans le cadre des « Mastérialles ».

Annexe 3 – Dispositions financières

On veillera dans les choix de dispositions financières à minimiser au maximum les transferts entre établissements

Principe général : Chaque établissement co-accrédité assure la responsabilité budgétaire des enseignants ; enseignants-chercheurs et vacataires qui lui sont rattachés.

1 : Concernant les titulaires des établissements concernés par cette convention

Les charges d'enseignement, les frais de déplacement des agents UA, UM ainsi que leurs ordres de mission relèvent de leur établissement d'affectation, quelle que soit l'UE dans lequel ils interviennent (cours en présentiel, réunions d'organisation, soutenances, jurys, ..).

2 : Pour les vacataires

La prise en charge des personnes vacataires (éditions des contrats, suivi et paiement des heures d'enseignements) est effectuée par l'établissement qui les a recrutés.

3 : Pour les sorties de terrain

Les sorties de terrains sont organisées et prises en charge financièrement par la structure dans laquelle sont inscrits/rattachés administrativement les étudiants.

Les établissements s'entendent sur les modalités de financement concernant les sorties de terrain pouvant entraîner un cout important.

4 - concernant les charges liées à l'hébergement des étudiants dans le cadre d'enseignements collectifs mutualisés

Les établissements s'entendent sur les modalités de financement liées-à l'hébergement éventuel des étudiants dans le cadre d'enseignements collectifs mutualisés, en veillant à l'équilibre des charges, au prorata du nombre d'étudiants inscrits dans chaque université co-accréditée.

5. La mutualisation des cours en master ECI, options d'allemand et d'espagnol fonctionne selon le principe d'une répartition à part égale des enseignements assurés sans aucun reversement financier.

Les dispositions financières pourront être modifiées au cours du contrat quinquennal en accord avec le (les) partenaire(s) s'il est constaté des écarts importants en termes de prise en charge financières liées aux charges d'enseignement.